

Financement de l'innovation : utilisez-vous bien les dispositifs gouvernementaux ?

C'est la question que pose l'étude "Innovation2023", publiée pour la 10^e année consécutive auprès de startups et PME françaises.

Temps de lecture : minute

3 juillet 2023

Après des mois de travail, le rapport de la mission Midy a été dévoilé lors de VivaTech. Un ensemble de mesures visant à soutenir les startups et PME innovantes françaises. Mais, avant que ces nouvelles mesures n'entrent en vigueur, l'écosystème exploite déjà ce qui existe. C'est d'ailleurs le sujet de l'étude Innovation2023, conduite pour la dixième année consécutive par [Sogedev](#) et [le Comité Richelieu](#). Maddyness s'est entretenu avec Charles-Edouard de Cazalet, cofondateur de Sogedev et Frédéric Metge administrateur du Comité Richelieu.

Des dispositifs parfois méconnus

Le 21 juin dernier, le Comité Richelieu et Sogedev, ont lancé le top départ de l'étude Innovation2023. L'objectif est de mesurer le degré de connaissance des startups, TPE, PME et ETI françaises sur les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics en faveur du financement de la Recherche et Développement, de l'innovation et de la croissance.

Quelle est l'utilisation et l'impact du Crédit Impôt Recherche, du Crédit Impôt Innovation, du statut de Jeune Entreprise Innovante, des aides Bpifrance, du programme French Tech, du Programme Horizon Europe, etc...? À quel point sont-ils identifiés et maîtrisés ?

"Prenons l'exemple du Crédit Impôt Recherche. C'est une mesure qui est relativement bien utilisée, mais la proportion de sociétés qui pourraient y prétendre et ne l'utilisent pas est étonnante", partage Charles-Edouard de Cazalet. Les résultats de l'étude 2022 montraient que parmi les non-bénéficiaires, 44 % des répondants déclaraient être non éligibles au Crédit d'Impôt Recherche, 22 % déclaraient manquer de connaissance sur ce dispositif et 18 % des répondants déclaraient qu'ils manquaient encore de temps et/ou de ressources humaines pour le gérer.

"Il y a une vraie méconnaissance de certains statuts. Le Crédit Impôt Innovation est un autre exemple, il s'adresse à un public assez large, mais nombreux sont ceux qui ne savent pas qu'ils peuvent y prétendre", ajoute Frédéric Metge. Et il semblerait que cette méconnaissance ne soit pas l'apanage des plus novices. *"L'année dernière, on a commencé à travailler avec deux licornes qui n'avaient pas mis en place le Crédit Impôt Recherche alors qu'elles pouvaient tout à fait y prétendre !",* relève Charles-Edouard de Cazalet.

L'objectif de l'étude est donc de dresser un état des lieux objectif, mais également de proposer des pistes d'amélioration. *"Ce qui est intéressant dans ce type de démarche, c'est de pouvoir par la suite, au vu des réponses apportées, rapporter aux pouvoirs publics les pistes d'évolution ou d'amélioration souhaitées par les bénéficiaires de ces dispositifs afin d'en optimiser l'efficacité",* explique Charles-Edouard de Cazalet. *"La principale recommandation est de ne pas réduire ces dispositifs. Ce n'est vraiment pas le moment pour l'écosystème. De plus, cela enverrait un signal négatif, et l'attractivité de la France en pâtirait",* précise Frédéric Metge.

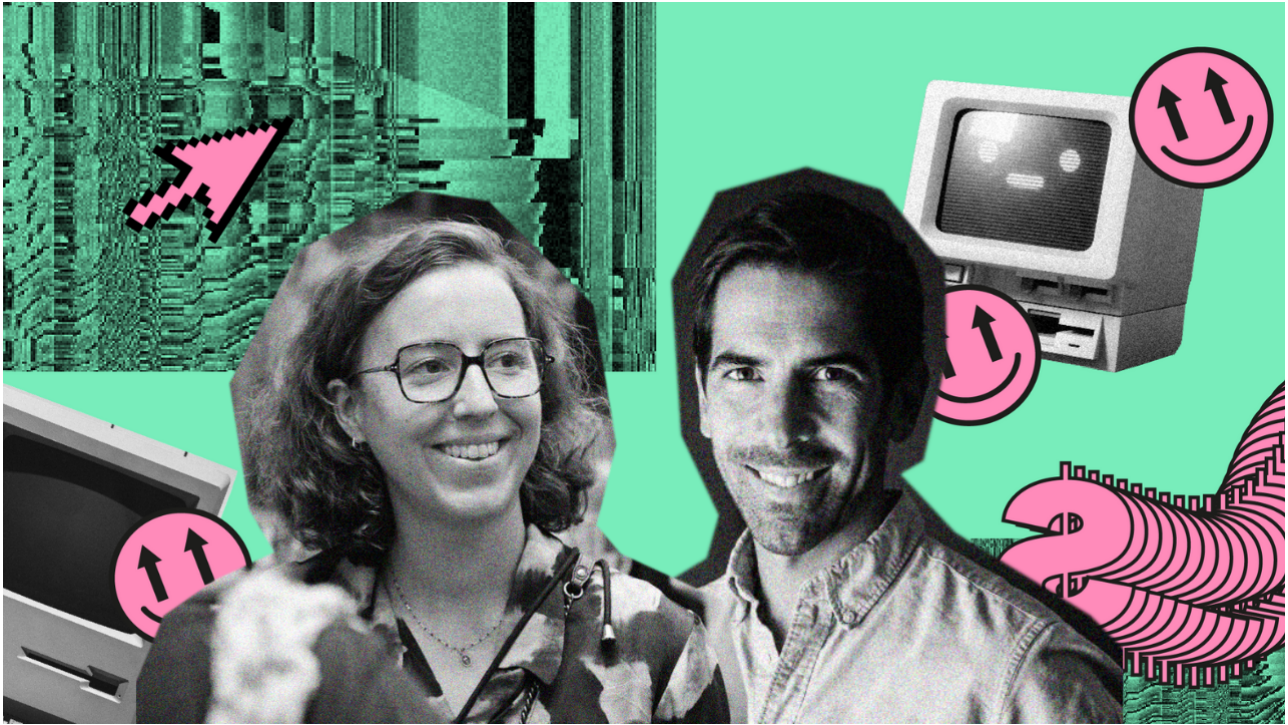
La crise du financement va-t-elle susciter un

regain d'intérêt pour ces dispositifs ?

"Les fondateurs sont toujours en recherche de nouvelles sources de financement, mais finalement, bien souvent, ils ne regardent pas assez du côté des financements publics. Avec la période de crise que nous traversons, ils vont peut-être regarder cela de plus près. Mais, pour être honnête, on ne peut pas non plus dire que le téléphone sonne deux fois plus !", partage Charles-Edouard de Cazalet, dont le cabinet Sogedev, conseille les entreprises sur l'obtention d'aides gouvernementales. *"C'est dommage, car, quand ils sont bien mis en place, ce sont des moyens relativement sécurisés et non dilutifs. De plus, il s'agit de crédit, il n'y a donc pas la limite de l'enveloppe",* ajoute Frédéric Metge.

"Il y a aussi une question de timing. Il faut s'occuper de ces sujets en amont. Certains entrepreneurs découvrent par exemple le statut de la JEl de manière tardive et ne peuvent plus l'obtenir alors qu'ils y auraient eu droit", explique Charles-Edouard de Cazalet. *"Toutes ces possibilités prennent en effet un peu plus de temps. On en revient à la qualité qu'il faut avoir en temps de crise : l'anticipation",* ajoute Frédéric Metge.

Maintenant que les levées de fonds sont, elles aussi, plus lentes et plus complexes, les entrepreneurs qui déclaraient manquer de temps ou de connaissance regarderont peut-être de plus près ces aides. D'autant qu'avec les mesures annoncées dans le cadre de la mission Midy, ils devraient être encore plus nombreux à pouvoir en profiter.



À lire aussi

Le non-dilutif, un élément clé du financement des startups trop souvent passé sous silence

Article écrit par Manon Triniac